



RENAULT
GUYANCOURT - AUBEVOYE
1 AVENUE DU GOLF 78084 GUYANCOURT CEDEX
API : FR TCR LOG 0 23

TCR : ☎ 01 76 83 22 93 📠 06 82 55 83 16 📠 01 76 89 12 36
CTA : ☎ 01 76 87 63 09 📠 06 04 18 63 89 📠 01 76 89 02 85

sud.guyancourt@renault.com
sud.aubevoye@renault.com
www.sudrenault.org

Union
syndicale
Solidaires
industrie

Tract N°09 Avril 2015

SI CARLOS GHOSN PEUT S'AUGMENTER DE 260% VOUS POUVEZ PRENDRE VOTRE APRES-MIDI POUR VENIR FAIRE UN TOUR A PARIS !



**Carlos Ghosn c'est : 7,2 M€ de RENAULT
+ 7,6 M€ de NISSAN**

Soit 14,8 M€ par an ou 1,2 M€ par mois, alors qu'il alloue des miettes à ses salariés. Ce qui se passe chez RENAULT se passe dans toutes les grandes entreprises et les gouvernements successifs laissent faire !

**JEUDI 9 AVRIL : GREVE NATIONALE ET MANIFESTATION
A l'appel de CGT, FO, FSU et SUD SOLIDAIRES**

Appel à la grève interprofessionnelle pour faire aboutir les revendications contre l'austérité, le blocage des salaires, l'augmentation du chômage, le recul des acquis.

Pour un changement de politique économique et sociale !

**Ce sont les salarié(e)s qui produisent des richesses
et qui font fonctionner la société !**

Les capitalistes ne servent à rien !

**PARTICIPONS MASSIVEMENT A LA
MANIFESTATION**

JEUDI 09 avril

Appel au rassemblement dans la Ruche à 10h

**Appel à la grève pour se rendre à la
manifestation à Paris**

**RENDEZ VOUS à 12H POUR DEPART
COLLECTIF**

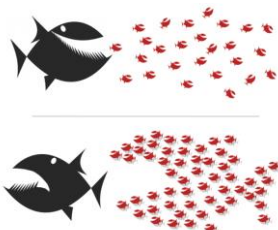
RDV à 13h Place d'Italie vers Invalides



Ensemble, nous exprimerons ainsi notre refus de l'austérité, de la casse des services publics, des cadeaux aux patrons et actionnaires, de la détérioration de nos conditions de travail et de vie.

Ensemble, nous exigerons un autre partage des richesses que nous produisons par notre travail et qui sont aujourd'hui confisquées par les capitalistes.

**Les capitalistes
nous coûtent cher**



Depuis des années, les gouvernements successifs nous imposent des reculs sociaux avec les réformes et contre-réformes notamment sur les retraites, la loi dite de « Sécurisation de l'emploi », le pacte de responsabilité, puis maintenant la loi Macron initialement baptisée « loi pour l'activité et l'égalité des chances économiques » avant de s'orienter vers « croissance et activité ». Il n'est désormais plus question de mettre l'accent sur le pouvoir d'achat, mais plutôt sur la compétitivité.

Imposées par le FMI, la Banque Centrale Européenne et l'Union Européenne, les politiques d'austérité ont des conséquences désastreuses pour les salarié(e)s, les retraité(e)s et les chômeur(se)s non seulement en Grèce et en Espagne, mais dans l'ensemble de l'Europe.

Ce ne sont pas les patrons, les actionnaires, les politiciens professionnels ou les rentiers qui font vivre la société. Ce qui nous permet de vivre ensemble, de produire des biens utiles à tous et à toutes, de mettre en commun des services, de partager les connaissances, c'est le travail de chacun et chacune, de nous tous en somme.

L'organisation actuelle de la société rejette une partie d'entre nous vers le chômage et la précarité pour mieux faire pression sur toutes et tous et nous impose des conditions de travail toujours plus contraignantes (stress, dangers physiques, flexibilité, etc.).

Mais puisque personne ne travaille pour nous, pourquoi déciderait-on pour nous ?

Plus de précarité, plus d'exclusions, plus de misère, c'est la dure réalité de cette politique qui, au nom d'une hypothétique relance économique, voulue par la Commission Européenne et mise en œuvre par les gouvernements, attaque les acquis sociaux et les droits des salariés.

Le projet de loi Macron s'inscrit dans cette logique et constitue un danger pour tous les salariés : il facilite et accélère les procédures de licenciements, il banalise le travail de nuit et du dimanche, il remet en cause la justice prud'homale.

Jamais rassasié, le MEDEF en demande toujours plus en remettant le couvert sur la suppression des 35 heures et du CDI, alors que les entreprises du CAC-40 ne cessent de battre des records de performance chaque année.

La grève et la mobilisation pendant des semaines, c'est possible ! Certains se rappellent 1995 à Rueil !

En mars 1995, une grande grève éclatait à la Direction des Etudes de RENAULT, faisant converger pendant 90 jours de lutte les 3 sites de Rueil, du Mans et de Lardy.

En réunissant ouvrier(e)s, technicien(ne)s et même de nombreux cadres, ce mouvement spontané venu des salarié(e)s a pris à contrepied toutes les prévisions syndicales.

Ce qui a mis le feu aux poudres : les très bons résultats de Renault, l'annonce du désendettement total, les importantes réserves pour investissement et l'annonce d'augmentations ridicules pour le personnel.

Les ingrédients de 1995 sont ceux d'aujourd'hui.



Le ras-le-bol est général ! Pas question de continuer les sacrifices pour des PDG et des actionnaires !

RDV JEUDI 9 Avril à 10h dans la Ruche ! RDV à PARIS pour manifester !